

AKTUELL

DÉVELOPPEMENT

Ministre coopératif

Marianne Louis

Les Objectifs du millénaire pour le développement arrivent à échéance dans deux ans déjà. Le 16 mai, différents acteurs se sont réunis pour réveiller un débat qui, face aux multiples sollicitations des gouvernements, semble parfois oublié.

Objectifs de croissance, de compétitivité ou encore Objectif plein emploi, les ministres ont du pain sur la planche. Marc Spautz, le petit nouveau en charge de la Coopération et de l'Action humanitaire, a vite été mis au parfum : pour lui, ce sera les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Ces huit objectifs avaient été adoptés lors d'un sommet de l'ONU en 2000, afin de se fixer des ambitions collectives pour le développement et la lutte contre la pauvreté.

Deux ans avant la mise en place de nouveaux objectifs, plus d'une centaine de représentants des Nations unies, de l'UE, de l'Université du Luxembourg et des différentes ONG ont pris part à une journée séminaire-conférence organisée par le Cercle de coopération des ONG et Caritas Luxembourg à ce sujet. L'heure est, déjà, au bilan et aux nouvelles suggestions. Quel serait l'état du monde aujourd'hui sans les OMD ? Difficile à dire. Si ces objectifs ont eu un effet mobilisateur certain, leur portée sur le terrain n'est pas aisée à mesurer. Et leur mise en application est loin d'être parfaite : une prise en compte des symptômes et non des causes véritables de pauvreté renforcerait ainsi les liens de dépendance Nord-Sud. Et des bailleurs de fond, tels que la Commission européenne, définiraient des priorités qui ne correspondent pas aux besoins réels des populations.

Des recommandations applaudies

La liste de critiques est longue mais la nécessité de fixer un nouvel agenda mondial pour le développement n'est pas remise en cause, et les acteurs réunis se sont montrés décidés à pallier les défauts du cadre actuel, dans un contexte qui depuis 2000 a radicalement changé. De nombreuses propositions donc, et en particulier les recommandations de Caritas et du Cercle de coopération remises à Spautz à cette occasion afin d'orienter la classe politique des pays du Nord comme du Sud vers un développe-

ment durable (social, économique et environnemental) et une gouvernance juste à toutes les échelles. Au cœur de ces recommandations, les droits humains universels, la cohérence de l'ensemble des politiques et une plus grande participation citoyenne. Le dialogue avec la société civile est en effet sous-développé, au Luxembourg comme ailleurs.

Sur ce dernier point, la situation semble déjà s'être améliorée puisque Spautz s'est montré très sensible aux propositions qui lui ont été remises et c'est avec conviction, semble-t-il, qu'il s'est engagé à mener le mieux possible le Luxembourg sur le droit chemin de la coopération. Si le Luxembourg est un exemple en matière d'aide au développement - un des rares pays qui n'ait pas utilisé la crise pour la réduire - des progrès restent à faire : la stratégie du gouvernement



en matière de sécurité alimentaire et environnementale par exemple n'est pas claire et une plus grande cohérence des politiques est encore à trouver. A ce sujet, le ministre a préconisé l'implication des ministres de l'Environnement et du Développement durable dans le cadre de la diminution des inégalités à l'échelle internationale. On regrettera qu'il n'ait pas évoqué celui de l'Economie ou des Finances qui ont aussi un rôle à jouer dans ce contexte.

Malgré cela, il semble donc que l'on puisse être optimiste. D'autant plus que six jours après la conférence, Marc Spautz n'avait rien perdu de son enthousiasme. Lors d'une conférence de presse avec son homologue belge Jean-Pascal Labille, il a fièrement rappelé les missions dont l'avait chargé Caritas. Les deux ministres espèrent que l'UE parlera d'une voix forte à l'ONU lors de la préparation du cadre de 2015, un sujet qui leur « tient particulièrement à cœur ». Espérons que les autres Etats européens soient aussi zélés... bien que Jean-Marc Hoscheit, ambassadeur à Genève, ait fait remarquer qu'il y avait peu de chances que ces recommandations aboutissent sur le plan international.

SHORT NEWS

Mehr Promotion für Sterbehilfe

(avt) - Trotz eines breiten gesellschaftlichen Konsenses hierzulande darüber, dass fortschrittlich ist, wer ein Recht hat, über sein Lebensende selbst zu bestimmen und einem entsprechenden „Euthanasie-Gesetz“ vom 16. März 2009, das in Luxemburg theoretisch Möglichkeiten der Sterbehilfe gewährt, wie sie in Europa - neben den Niederlanden und Belgien - singulär sind (siehe woxx 1209), beklagt die „Association pour le droit de Mourir dans la Dignité - Lëtzebuerg, a.s.b.l.“ (admdl) in ihrer jüngsten Resolution noch immer einen Mangel an Informationen bei Ärzten und Pflegepersonal. Diese müssten besser geschult und auf eine potenzielle Sterbehilfe vorbereitet werden, fordert die admdl. Ferner sieht die Organisation ihren Auftrag darin, Partnerorganisationen in anderen europäischen Ländern in der Liberalisierung von Sterbehilfe aktiv zu unterstützen.

ai-Jahresbericht 2013 - Traurige Bilanz

(avt) - Im vergangenen Jahr wurde in 112 Staaten gefoltert, zudem wurde in 80 Ländern Menschen das Recht auf ein faires Gerichtsverfahren verweigert. In mehr als hundert Ländern wurde die freie Meinungsäußerung unterdrückt und 21 Regierungen ließen Menschen hinrichten, so die Bilanz des Staatenberichts von Amnesty International (ai). Der Bericht hebt außerdem das Phänomen der Staatenlosigkeit hervor, von dem mittlerweile 12 Millionen Menschen betroffen sind, darunter etwa 80 Prozent Frauen. In den bewaffneten Konflikten des Jahres 2012 starben etwa eine Million Menschen. Allein in Syrien, ein Schwerpunktland des diesjährigen Berichts, wurden seit Beginn des Konflikts über 60.000 Menschen getötet. Doch trotz der steigenden Anzahl der Todesopfer ergriff der UN-Sicherheitsrat unter dem Vorwand der Wahrung der Staatensouveränität keine Maßnahmen zum Schutz der Zivilbevölkerung. Positiv sieht Sophie Farreyrol, Präsidentin von ai-Luxemburg, hingegen die Rolle des Großherzogtums bei der Verabschiedung des internationalen Abkommens zur Kontrolle des Waffenhandels, das allein von Syrien, Nordkorea und dem Iran blockiert worden war. Weltweite Rüstungstransfers sind mit einem Volumen von rund 70 Milliarden US-Dollar noch immer ein lukratives Geschäft. Auch in der Syrien-Frage und in der Haltung zu Russland habe sich Luxemburg kritisch und engagiert hervorgetan, so Stan Brabant, Direktor der Luxemburger ai-Sektion, der auf die Frage einer Journalistin nach der Situation von Flüchtlingen in Luxemburg auf dem Findel ausweichend antwortete: „Die könne sich noch verbessern“.

Imker unterstützen

(cw) - „Vermutlich 60 Prozent der im Sommer 2012 im Kanton Clerf aufgebauten Bienenvölker sind verschwunden“, berichtet Nico Hamen, lokaler Bio-Imker. So sehen sich die Imker mit hohen finanziellen Kosten konfrontiert, um ihre Bienenvölker neu aufzubauen. „Der Staat muss die Imker dabei unterstützen, denn die Rolle der Bienen ist überaus wichtig für die Bestäubung der Pflanzen“, fordern Déi Gréng Norden in einem Communiqué. Bisher müssen die Imker ihre jährlichen Verluste selbst tragen. Würden sie jedoch ihre Bienenbestände nicht neu aufbauen, indem sie Schwärme kaufen, so hätte dies schwerwiegende Folgen: Obst und Gemüse, aber auch 80 Prozent aller wilden Pflanzen sind von der Bestäubungsleistung durch Insekten abhängig. Als Ursache für das Sterben wird der Einsatz von Saatgutbeizung angenommen. Auch mit Neonicotinoiden belasteter Pollen steht im Verdacht, das Leben der Winterbienen zu verkürzen. In einer rezenten Antwort auf eine Anfrage des unabhängigen Abgeordneten Jean Colomera bekräftigte Landwirtschaftsminister Romain Schneider, dass die Regierung das jüngste Verbot der EU-Kommission von drei der bienengefährdenden Neonicotinoiden unterstützt. Für diese Produkte soll die Zulassung jedoch erst Ende September 2013 endgültig zurückgezogen werden.